

SOMMAIRE

- 7** PARTIE 1 **LE MOUVEMENT SYNDICAL BRÉSILIEN**
- 8** Brésil : entre modération et radicalisme syndical
- 24** Le syndicalisme brésilien, la CUT et le gouvernement Lula : bilan d'une dynamique de confrontation, d'opposition et de conciliation
- 39** PARTIE 2 **BRÈVE PRÉSENTATION HISTORIQUE**
- 51** PARTIE 3 **APERÇU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**
- 52** Les cycles économiques
- 57** Brésil économique et social
- 61** Une économie mise au service du capitalisme international
- 63** PARTIE 4 **LA QUESTION DE LA RÉFORME AGRAIRE**
- 66** Quelle réforme agraire ?
- 69** Le PT et la réforme agraire
- 70** À propos des luttes pour le droit au logement et à la terre
- 75** PARTIE 5 **LE RACISME AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE**
- 76** Capitalisme et racisme : côte à côte depuis toujours
- 79** La très relative intégration de la population noire
- 82** Abolition de l'esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil
- 89** PARTIE 6 **L'OPPRESSION ENVERS LES FEMMES DE MEURE LA RÈGLE**
- 94** La carte de la violence 2015 : homicides de femmes au Brésil
- 101** PARTIE 7 **LES INDIENS AU BRÉSIL**



- 109** **PARTIE 8 LESBIENNES, GAYS, BISEXUEL-ELS, TRANSSEXUEL-LES, TRAVESTI-ES ET TRANSGENRES**
- 110** Faces da brasilidade
- 112** Entretien. Carlos Daniel, responsable du secteur LGBT de CSP-Conlutas
- 117** Les gouvernements du PT et les LGBTs
- 119** **PARTIE 9 LA DESTITUTION**
- 120** Le vice-président remplace la présidente
- 122** Brésil: après le coup
- 126** Brésil, un géant fragile, gravement malade
- 131** Entretien. Deux bilans personnels des 14 ans du PT au gouvernement
- 137** **PARTIE 10 LE RETOUR DE L'EXTRÊME-DROITE AU POUVOIR**
- 138** La bourgeoisie a déclaré une guerre ouverte aux travailleurs
- 147** **PARTIE 11 LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE 2013 ET 2014**
- 155** **PARTIE 12 DES EXPÉRIENCES AUTOGESTIONNAIRES**
- 156** Les entreprises récupérées par les travailleurs et les travailleuses
- 166** Flaskô, dix ans d'occupation de l'usine
- 173** Entretien avec Vanessa Moreira Sigolo
- 179** Le Sport Club Corinthians Paulista



LE MOUVEMENT **SYNDICAL** BRÉSILIEN



BRÉSIL : ENTRE MODÉRATION ET RADICALISME SYNDICAL

par Andréia Galvão

Nous débutons par un article d'Andréia Galvão, initialement paru en juin 2014 dans le numéro 146 de Chroniques syndicales, revue de l'Institut de recherches économiques et sociales. Il décrit le paysage syndical brésilien ; un élément de connaissance incontournable pour une publication syndicale ! L'article a été écrit avant les mouvements sociaux contemporains à la Coupe du monde de football de 2014 et ceux qui ont suivi, avant la destitution de D. Rousseff ; certaines données, notamment la comparaison chiffrée entre les différentes forces syndicales, ont évolué mais le panorama qui est décrit de manière fort pertinente demeure valable. Andréia Galvão est professeure au département de science politique de l'université de Campinas (Brésil).

1 Ce phénomène est connu sous l'appellation d'« unicité » syndicale.

2 Central Única dos Trabalhadores (Centrale unique des travailleurs).

3 Coordenação Nacional de Lutas (Coordination nationale de luttes).

4 Central de Trabalhadores e Trabalhadoras do Brasil (Centrale des travailleurs et travailleuses du Brésil).

5 Nova Central Sindical de Trabalhadores (Nouvelle Centrale syndicale des travailleurs).

6 União Geral dos Trabalhadores (Union générale des travailleurs).

7 Central Autônoma dos Trabalhadores (Centrale autonome des travailleurs).

8 Confederação Geral do Trabalho (Confédération générale du travail).

9 Social Democracia Sindical (Social démocratie syndicale). Au-delà des centrales syndicales mentionnées ici, il y a la Central Geral dos Trabalhadores do Brasil (Centrale générale des travailleurs du Brésil, CGTB), qui, avec la CGT-Confédération, est l'héritière de la Central Geral dos Trabalhadores (Centrale générale des travailleurs) créée en 1986. Cette centrale, en plus de donner naissance aux deux CGT, a été à l'origine de Força Sindical, créée en 1991 et principale adversaire de la CUT dans les années 1990. Social Democracia Sindical (1997) est le fruit d'une scission de Força Sindical. La Central dos Sindicatos Brasileiros (Centrale des syndicats brésiliens, CSB) s'est réorganisée à partir de la scission de la CGTB en 2012. Il existe enfin quatre petites centrales peu audibles.





Le mouvement syndical brésilien passe par un processus de reconfiguration depuis l'ascension du Parti des travailleurs (PT) au gouvernement fédéral. Malgré le maintien de la législation qui établit le monopole de la représentation syndicale à la base et, par conséquent, ne reconnaît qu'un seul syndicat par catégorie professionnelle¹, les divisions prolifèrent au sommet.

Depuis le milieu des années 2000, la CUT², la plus importante et ancienne centrale syndicale brésilienne, a entamé un processus de scission, donnant naissance à de nouvelles organisations à gauche : Conlutas³ en 2004, l'Intersindical en 2006 et la CTB⁴ en 2007. La droite syndicale se réorganise aussi, avec la création de la NCST⁵ en 2005 et de l'UGT⁶ en 2007, une fusion de la CAT⁷, de la CGT⁸ et de la SDS⁹.

La fragmentation du mouvement syndical brésilien n'empêche pas l'émergence d'une certaine unité politico-idéologique entre sept des treize centrales existantes. Pour autant, il n'existe pas de syndicalisme brésilien au singulier mais des syndicalismes puisqu'il est possible d'identifier différentes positions et projets syndicaux. Quelles sont alors les différences entre les conceptions et les pratiques des organisations syndicales ? Quels sont leurs rapports à la politique et leur position face aux gouvernements du PT ? Avant d'aborder des éléments de réponse à ces questions, il est nécessaire de revenir sur les facteurs de reconfiguration du mouvement syndical.



LE SYNDICALISME BRÉSILIEN, LA CUT ET LE GOUVERNEMENT LULA BILAN D'UNE DYNAMIQUE DE CONFRONTATION, D'OPPOSITION ET DE CONCILIATION

par Étienne David-Bellemare

Étienne David-Bellemare, qui fut président du Syndicat des étudiants et étudiantes syndiqué-e-s de l'Université du Québec à Chicoutimi (SEEE-UQAC), a écrit cet article en 2012. Après un « survol historique du syndicalisme brésilien » durant le XX^e siècle, il traite du développement de la CUT et de l'évolution du Parti des travailleurs, avant d'aborder la situation du mouvement syndical sous le gouvernement de Lula.

B

ien que le Brésil ne soit pas passé pas inaperçu depuis les dix dernières années en raison de son expansion économique, il n'a pas échappé aux contradictions engendrées par les politiques paradoxales de son nouveau gouvernement. Au pouvoir depuis 2003, le Parti des travailleurs (PT) aurait tenté, dit-on, d'harmoniser les intérêts de la « société civile » et du patronat, dans l'optique de combiner la lutte aux inégalités sociales à la croissance économique. D'un côté, il oscilla entre une réforme agraire timide, la création de certains programmes de soutien aux plus démunies et des gestes mitigés en faveur des demandes syndicales. De l'autre, il reprit des pans importants de l'agenda néolibéral instauré par son prédécesseur, l'ex-président Fernando Henrique Cardoso. Constitué autour d'une volonté indéniable de s'appuyer sur l'entreprise privée et la flexibilisation du travail afin de stimuler l'économie du pays, le Brésil du PT en a surpris plusieurs. L'obéissance aux règles dictées par les institutions financières internationales, à commencer par le Fonds monétaire international, a conduit certains observateurs à qualifier le président Luiz Inacio « Lula » Da Silva et son bilan gouvernemental de « social-libéralisme »¹.

Dans ce contexte, le mouvement syndical brésilien, qui a été l'un des éléments moteurs dans l'accession au pouvoir de Lula (ancien syndicaliste chez les métallurgistes), a passé par différentes étapes de crises et de remises en question. Les dissensions ont entraîné la création de nouvelles organisations syndicales, constituées entre autres de militant-e-s ayant retiré leur appui au PT en cours de route. Qui plus est, face aux politiques économiques du gouvernement depuis les dix dernières années et en regard des espoirs déçus, d'importantes résistances sociales ont vu le jour. Le syndicalisme brésilien serait-il à la croisée des chemins ? Nous tenterons d'élucider cette question à partir de quatre grandes considérations. Premièrement, il s'avère nécessaire de compren-

¹ Antunes, Ricardo, « Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil, quelques défis passés et présents », *Actuel Marx*, n° 42, 2007, p. 107.



A large black and white photograph of a massive crowd of people at a protest. The crowd is dense, filling the frame from the foreground to the background. Many individuals are holding up long, white banners with text. In the foreground, a prominent banner reads "me pisando firme / Oney alto sorrindo livre / Oney / DRETAS JA". Other banners are visible throughout the crowd, some with names like "Vilgrinho" and "ETA". The background shows some buildings and structures, suggesting an urban setting. The overall atmosphere is one of a large-scale demonstration or rally.



La colonisation portugaise au Brésil commence à l'aube du XVI^e siècle. En 1494, le traité de Tordesillas attribue les terres les plus à l'est du continent latino-américain à la couronne portugaise, les limites étant repoussées plus tard vu les revendications de celle-ci et l'étendue des terres découvertes. Dès les débuts de la colonisation, le Portugal met en place l'exploitation du bois et de la canne à sucre au Brésil, réduisant en esclavage des tribus autochtones et des populations noires, amenées de force d'Afrique, à partir de 1530 dans des conditions inhumaines. Au XVII^e siècle, le Brésil est le plus important producteur et exportateur de sucre au monde, les grands propriétaires terriens gèrent le commerce triangulaire qui s'est mis en place avec l'Afrique et contrôlent la vie politique et économique, ne rendant que peu de comptes à la couronne portugaise.

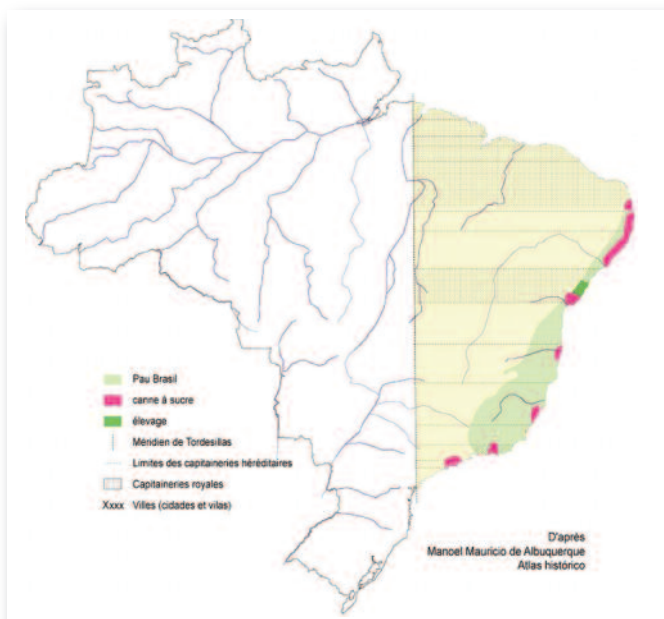
En 1807, avec la menace d'invasion du Portugal par les troupes napoléoniennes, le roi João VI transfère la cour royale à Rio de Janeiro. C'est à cette époque que le Brésil obtient la libéralisation du commerce avec l'étranger, la possibilité de création de manufactures, et que sont fondées la première université et la première maison d'édition d'Amérique Latine. L'Angleterre, rivale de Napoléon, devient alors son premier partenaire commercial

APERÇU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



LES CYCLES ÉCONOMIQUES

L'économie et le territoire
au XVI^e siècle



D'après
Manoel Maurício de Albuquerque
Atlas histórico

LE « CYCLE » DU BOIS DE BRAISE

Le bois de braise ou pau brasil, dont on tirait une teinture rouge fut le premier produit d'exportation, à destination de l'Europe, de cette nouvelle terre qui allait en prendre le nom. Ce bois, présent sur le littoral atlantique de l'actuel Nordeste était dans un premier temps, exploité par des Portugais qui ne purent garder le monopole devant l'arrivée d'autres européens comme des Français par exemple. L'exploitation de cet arbre, activité de pure cueillette, ne permit pas de fixer et d'enrichir suffisamment les populations qui cherchèrent d'autres débouchés plus lucratifs à partir de 1560-1570. Le mot de cycle

figure entre guillemets dans le titre puisqu'en réalité, le bois de braise n'engendra pas une véritable assise économique pour le Brésil.

LE CYCLE DU SUCRE

La canne à sucre fut introduite par les Portugais sur le littoral nordestin dès le milieu du XVI^e siècle. Cette première économie de plantation s'imposa facilement aux Portugais tant le produit était rare et cher et tant son transport était aisé. Très vite, la monoculture de cette plante prit des proportions importantes et fit rapidement du Brésil le premier producteur mondial de sucre. Le développement de cette

UNE ÉCONOMIE MISE AU SERVICE DU CAPITALISME INTERNATIONAL

E BRÉSIL DÉPEND DU CAPITAL INTERNATIONAL

Pendant les dix dernières années le capital étranger a doublé et l'envoi des profits vers l'étranger a été multiplié par quatre. Le néolibéralisme a imposé au monde une nouvelle division internationale du travail. À travers ses multinationales, il a dominé et transformé la Chine en fabrique mondiale tout en spécialisant le Brésil et l'Amérique Latine dans la production d'aliments, matières premières et énergie.

Le Brésil dépend des exportations de minerai de fer, de soja et d'aliments vers la Chine. La production de minerai de fer est énorme mais le pays importe les rails de train dont le prix est 7 fois plus cher que la matière première. Le gouvernement Lula avait crié haut et fort que le Brésil était autosuffisant en pétrole. Cependant, en 2012, l'huile crue est exportée et du pétrole et ses dérivés importés à des prix bien plus élevés ce qui provoque un déficit de 35 milliards de dollars dans sa balance commerciale. Les grains de café sont exportés vers l'Allemagne qui en les industrialisant devient le plus grand exportateur de café au monde sans pourtant n'avoir pas un seul cafetier sur son sol. La cellulose est exportée pour importer des bibles en portugais « made in China ».



LA QUESTION DE LA RÉFORME AGRAIRE

De par l'histoire et la géographie du pays, la réforme agraire est un des sujets importants dans la société brésilienne. Nous l'abordons ici avec trois articles. Tout d'abord, João Pedro Stédile contextualise l'absence de véritable agraire dans le pays. Ensuite quelques indications chiffrées qui confirment le constat négatif, enfin une interview d'Helena Silvestre qui parle des luttes pour le droit à la terre et aussi au logement.



QUELLE RÉFORME AGRAIRE ?

par João Pedro Stédile

Économiste, fils de petits paysans de la province italienne de Trento, João Pedro Stédile habite aujourd'hui à São Paulo. Il est membre de la direction nationale du Movimento dos trabalhadores rurais sem terra. Depuis 1979, il participe aux luttes pour la réforme agraire au Brésil avec le MST, Via Campesina, le syndicat des travailleurs ruraux de l'État de Rio Grande do Sul.



A

u dernier recensement des terres, sur les 850 millions d'hectares de terres au Brésil, seuls 437 millions d'hectares figurent dans le cadastre. Il faut ajouter 241 millions d'hectares de réserves naturelles, aires indigènes et terres publiques. Il reste donc, 179 millions d'hectares de terres, non enregistrés dans les mains de grileiros¹. En sachant que 120 millions d'hectares ont été déclarés improductifs par leurs propres « propriétaires ». Par conséquent, il n'est pas étonnant de constater que les conflits pour la terre continuent. Le bilan « Conflitos no Campo 2010, da Comissão Pastoral da Terra² », révèle que 34 travailleurs ruraux ont été assassinés dans le pays en 2010, ce qui signifie un mort tous les 10 jours.

Durant les dix dernières années il n'y a pas eu d'avancée en termes de réforme agraire. On constate une concentration de la propriété de la terre et, pire encore, celle-ci s'effectue dans les mains de grandes entreprises de capital étranger et n'étant pas du secteur agricole. Le gouvernement de Dilma Rousseff n'a pas résolu le problème social des 150 000 familles qui campent, quelques-unes depuis cinq ans, au long des routes brésiliennes. Par conséquent, on peut dire que ce gouvernement a abandonné la réforme agraire, noyée dans le succès de l'agro-négoce qui produit, gagne de l'argent mais concentre la richesse et la terre augmentant ainsi la pauvreté à la campagne.

Le Brésil figure à la deuxième place dans la concentration de terres au monde. Plus de la moitié des 30 millions de personnes qui composent la population rurale est pauvre et misérable. L'agro-négoce domine tout le complexe agro-industriel brésilien, des graines aux machines, en passant par l'élevage et les aliments industrialisés, jusqu'aux grandes surfaces. En 2012 il a été le secteur le « plus dynamique » de l'économie, à hauteur de 33 % du produit

¹ Squatteurs.

² Bilan « conflits à la campagne 2010 » de la Commission pastorale de la Terre.

À PROPOS DES LUTTES POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET À LA TERRE

par Helena Silvestre

Helena Silvestre est militante de Luta Popular, mouvement pour le droit au logement affilié à CSP-Conlutas. Elle situe tout d'abord le contexte des luttes menées sur cette question dans les villes brésiliennes. Interview réalisé en juin 2015.



A

ujourd'hui, le mouvement s'organise principalement à partir de trois axes :

- Les luttes pour le logement à partir d'occupations urbaines aussi bien de bâtiments vides que de terrains.
- Les luttes dans les quartiers, organisées par des groupes de familles pour améliorer les conditions de vie : infrastructures, eau, poubelles, assainissement, électricité, transports, crèches...
- La culture, au sein duquel le hip hop est très fort et permet de toucher les jeunes des quartiers des périphéries (banlieues) et leur donner les outils pour s'organiser.

Pour le logement, on rencontre les familles au sein même de notre travail dans les quartiers. Nous constatons que les plus jeunes familles n'ont plus aucun espoir de trouver un logement ; les plans gouvernementaux d'accès au logement sont utilisés comme un instrument afin de soumettre ces familles aux gouvernements, partis politiques et autres barons locaux. Si elles ne s'y plient pas, elles en sont écartées et le mouvement finit par être leur seule alternative qui leur reste.

Au Brésil, le prix des loyers n'est pas réglementé et les familles sont totalement à la merci de la spéculation immobilière. Au cours de l'année 2013, nous avons souffert de la deuxième plus importante inflation immobilière au monde juste derrière les États Unis. Cela a créé une situation insoutenable. Les données officielles du gouvernement pointent 6 millions de sans toit au Brésil. Mais nous avons fait avec l'aide de chercheurs de l'Université de Brasilia une autre recherche qui prend en compte ceux et celles qui dépensent plus de la moitié de leur salaire en logement et alors nous arrivons à 62 millions de personnes. Dans un pays de 200 millions, c'est plus qu'un quart...



LE RACISME AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE

Là comme ailleurs, il ne s'agit pas de limiter l'analyse et le combat contre ce fléau à une question morale. Les trois documents qui suivent répondent à cette préoccupation : le premier est écrit par des syndicalistes locaux et rappellent quelques « évidences » trop souvent mises de côté ; le deuxième est également un texte d'origine syndical et il montre que les évolutions vers l'égalité sont excessivement lentes ; le troisième, est de l'historienne Silvia Capanema qui, pour *La Revue du projet*, revenait sur les liens entre esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil.

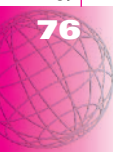


CAPITALISME ET RACISME CÔTE À CÔTE DEPUIS TOUJOURS



La globalisation n'est que la phase actuelle du capitalisme, le néo-libéralisme, dont les théories et pratiques peuvent être résumées en une seule phrase : la soumission de tous les aspects de la vie – de l'économie à l'art ; de la politique au marché du travail – à la logique du marché et aux intérêts du secteur privé ; c'est-à-dire à celle du patronat, des banquiers et des gros propriétaires terriens. Si la globalisation accentue les inégalités et perversités du capitalisme, elle les a d'autant plus approfondies pour ceux et celles qui sont considérés depuis toujours « moins égaux ».

Le racisme est une idéologie qui est née au service de l'exploitation et l'oppression. Autrefois, sous une forme des plus honteuses, criminelles et impardonnables : l'esclavage. La bourgeoisie n'était alors qu'à l'aube de sa lucrative existence et accumulait son précieux capital dans l'ombre de la noblesse et de l'église catholique. Cette dernière contrôlait idéologiquement la société et a pioché dans la Bible les bases de construction du racisme. Dans la mythologie chrétienne racontée dans la Bible, Cam, fils de Noé, manquant de respect à son père a été maudit et condamné ainsi : « *Qu'il soit le dernier des esclaves de ses frères.* » (Genèse, 9:5-27) Selon le texte biblique, Cam aurait été marqué au visage par une tache sombre afin qu'il soit reconnu de tous. Cette idée fut reprise lors d'un congrès catholique au XVI^e siècle en Espagne, durant lequel fut débattue cette question : quelle population doit être soumise à l'esclavage ? Les options étaient les peuples indigènes du conti-



LA TRÈS RELATIVE INTÉGRATION DE LA POPULATION NOIRE

A

u début des années 80, lorsque le PT est apparu, l'immense majorité des activistes du mouvement noir a vu le parti comme étant la possibilité de construire un « nouveau quilombo », un espace et un instrument pour faire avancer le processus de réorganisation de la lutte contre le racisme qui sur le tapis de la chute de la dictature avait fait d'importants pas, particulièrement avec la



ABOLITION DE L'ESCLAVAGE, RACISME ET CITOYENNETÉ AU BRÉSIL

par Silvia Capanema

Silvia Capanema, historienne, revient, sur les liens entre esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil. Texte paru dans la Revue du projet.





e contexte particulier de la période qui précède et suit l'abolition de l'esclavage et les évolutions de la population brésilienne appellent aujourd'hui des changements structurels pour combattre des inégalités qui persistent entre noirs, métis et blancs. Après le retour du Brésil à la démocratie, la nouvelle constitution de 1988, suite aux demandes du mouvement noir et des secteurs progressistes, établissait le droit à la propriété des terres occupées par les populations originaires des quilombos (les villages ou communautés constituées, à l'époque de l'esclavage, d'esclaves marrons). L'accession du Parti des travailleurs au pouvoir en 2002 fut aussi accompagnée d'autres mesures entreprises par l'État brésilien dans le sens de la réparation des droits et de la mémoire des afro-descendants : l'obligation notamment des quotas raciaux et sociaux dans les universités publiques – qui sont, au Brésil, accessibles par concours – et de l'enseignement de l'histoire et de la culture d'origine africaine dans les programmes de l'éducation nationale. Mais pour mieux comprendre ce tournant et ce besoin de réparation, il nous faut remonter au contexte particulier de la période qui précède et suit l'abolition de l'esclavage.

L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Le processus menant à l'abolition au Brésil ne peut pas se résumer à la loi signée par la princesse Isabel le 13 mai 1888, qui fit du Brésil le dernier pays à abolir l'esclavage aux Amériques. D'une part, de nombreuses familles de noirs et pardos (métis) vivaient



L'OPPRESSION ENVERS LES FEMMES DEMEURE LA RÈGLE

Lors de sa prise de fonction, Dilma Rousseff a augmenté le nombre de femmes au sein de l'exécutif : 4 des 10 secrétariats nationaux et 4 des 25 ministères avaient à leur tête une femme. Ces changements ont pu contribuer à l'identification des femmes au gouvernement. Mais ceci s'est accompagné d'un ensemble de politiques dans lequel les programmes « en faveur des femmes » renforcent le rôle traditionnel de la femme dans l'ordre patriarcal : être responsable du soin des enfants et de la maison...





ous reprenons ici quelques éléments quant aux politiques publiques mises en œuvre par les trois gouvernements du PT qui se sont succédé au pouvoir en ce début de XXI^e siècle. Le bilan est peu probant.

EMPLOI ET SALAIRE

Sous gouvernements Lula et Rousseff, l'inégalité de genre n'a pas diminué mais au contraire augmenté pour certains aspects, notamment la différence salariale entre hommes et femmes. Selon le Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (DIEESE), entre 2000 et 2010, période pendant laquelle la croissance économique au Brésil était annoncée à grands coups de fanfare, la différence salariale entre les hommes et les femmes a augmenté dans plusieurs régions. S'ajoute à cela, le taux de chômage de 25 à 40 % plus important chez les femmes que chez les hommes selon les régions.

En 2013 le DIEESE publia une nouvelle étude révélant que le chômage structurel touche particulièrement les femmes et les noires. Parmi les travailleurs et travailleuses en recherche d'emploi depuis moins d'un an, 53,9 % sont des femmes et 53,3 % des noires ; ces taux passent à 63,2 % et 60,6 % lorsqu'il s'agit de plus d'une période de chômage supérieure à un an. En 1999, lorsque le taux de chômage était selon le gouvernement de 20 %, les noires et les femmes représentaient près de la moitié des travailleurs sans emploi depuis plus d'un an. En 2012 avec un taux de chômage à 10,5 %, ils et elles dépassaient les 60 %.

LE PROGRAMME « BOURSE-FAMILLE

Un des programmes phares du gouvernement du PT était la « bourse-famille », allocation attribuée aux familles à bas reve-

1 Un euro = 3 R\$.

LA CARTE DE LA VIOLENCE 2015 : HOMICIDES DE FEMMES AU BRÉSIL

par Jacobo Waiselfisz

Nous reprenons ici une étude réalisée par Jacobo Waiselfisz
de la faculté latino-américaine de Sciences sociales au Brésil.





'inquiétude de la société brésilienne vis-à-vis des divers types de violences qui frappent la population ne date pas d'hier. Bien qu'elle ne soit pas récente, la question aujourd'hui est sur les proportions inédites qu'elle prend. Chaque année, nous constatons avec horreur et indignation que le pays dépasse sans cesse ces propres indicateurs, dans une spirale de violence sans précédent. Ceci apparaît non seulement dans les bouleversantes statistiques publiées sur les différentes façons dont les violences agissent sur notre vie quotidienne, mais aussi sur les sondages de plusieurs institutions. Le sujet de la violence est de plus en plus présent dans tous les moyens de communication ; dans les analyses politiques et les programmes des différents partis politiques ; dans les publications et recherches universitaires l'abordant sous différents angles, dans la multiplication de propositions publiques et/ou privées pour lui faire face, limiter, diminuer ou éliminer le fléau. Finalement, cette croissante diversification exprime des tentatives collectives à façonner des sentiments diffus de mécontentement et impuissance face à la situation actuelle et le manque de perspectives à y voir une solution.

On se doit de souligner que cette éclosion, quantitative et qualitative, des indicateurs et approches intervient parallèlement à une reconceptualisation de notre compréhension de la violence. Aujourd'hui, le sens de la violence s'est élargi « [...] de façon à prendre en compte des événements qui autrefois étaient perçus comme des pratiques coutumières de régulation des relations sociales »¹, comme la violence intrafamiliale envers les enfants ou les personnes âgées, les formes diverses de violence symbolique ou physique envers des groupes, catégories sociales, ethnies, races/couleur et principalement la violence envers la femme.

¹ Portot, M. S. G. A. A violência entre a inclusão e a exclusão social. VII Congresso da Sociedade Brasileira de Sociologia.



LES INDIENS AU BRÉSIL

Ce qui suit est un document de l'association Survival (www.survival-international.org), qui aide les peuples indigènes à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur avenir. Survival défend activement les droits des Indiens du Brésil. L'organisation mène de nombreuses campagnes ; parmi les plus importantes figurent celles des Awá, des Guarani et des Makuxi. À un niveau plus général, l'association appelle le Brésil à reconnaître leur droit à posséder leurs terres, conformément aux conventions 107 et 169 de l'OIT qu'il a ratifiées en 1965 et en 2002.





Les Indiens du Brésil constituent des sociétés très diverses, parlant un grand nombre de langues issues de différentes familles linguistiques. Ils vivent dans des environnements aussi variés que des forêts tropicales humides, des savanes, des forêts d'épineux ou des déserts. Depuis l'arrivée des Européens, les Indiens du Brésil ont subi un génocide à très grande échelle et ont été spoliés de la plupart de leurs terres. Aujourd'hui certaines d'entre elles sont toujours aux mains de propriétaires terriens, exploitées dans le cadre de projets industriels, ou bien envahies par des mineurs ou des colons.

Les Indiens sont aujourd'hui encore parmi les citoyens les plus marginalisés et les plus vulnérables du Brésil. Ils sont toujours victimes des maladies transmises par les envahisseurs, de malnutrition lorsqu'ils sont privés de leurs territoires de chasse, ou bien encore de la violence perpétrée par les hommes de main recrutés par les fermiers et les propriétaires terriens pour les chasser de leurs terres. Un racisme profondément enraciné vis-à-vis des Indiens est à l'origine de cette situation : ils sont toujours légalement considérés comme des mineurs.




LESBIENNES, GAYS, BISEXUEL-ELLES, TRANSSEXUEL-ELLES, TRAVESTI-ES ET TRANSGENRES

FACES DA BRASILIDADE

par Gabriel Teixeira

Gabriel Teixeira, psychologue et éducateur, est coordinateur LGBT du Coletivo de Entidades Negras de CSP-Conlutas. Il ouvre ce chapitre consacré aux lesbiennes, gays, bisexuelles, transsexuel-elles, travesti-es et transgenres.



La construction de l'identité repose, parmi d'autres nuances, sur la perception que chacun et chacune a de lui-même et de l'autre, tout en convoquant la perception de la signification d'être un individu, dont sa subjectivité est respectée dans une construction dialectique.

Bien que le Brésil soit connu, entre autres, par sa diversité culturelle, ethnique, religieuse, nous ne pouvons ignorer la difficulté de tous ceux et toutes celles qui composent cette diversité à intégrer « le vivre ensemble ». Les faits de racisme, d'intolérance religieuse, machisme, sexisme, misogynie, etc., sont si nombreux et violents qu'ils viennent à être banalisés au sein de la population brésilienne.

La réalité vécue par les Brésiliennes et brésiliens faisant partie de la population LGBTs, est extrêmement préoccupante. Dans toute la presse quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, au-

Traduction du titre :
Les facettes
du « se sentir brésilien »

ENTRETIEN AVEC CARLOS DANIEL, RESPONSABLE DU SECTEUR LGBT DE CSP-CONLUTAS

C

arlos Daniel construit la sectorielle LGBT de la CSP-Conlutas. Il est fonctionnaire et travaille au sein de l'Agence brésilienne de l'environnement appelée Ibama. Il est syndiqué au syndicat des fonctionnaires fédéraux de l'État de São Paulo. Dans son syndicat, et tous ceux du secteur, avec ses camarades, ils construisent une politique LGBT de classe, ici au Brésil. Nous avons rencontré Daniel en juin 2015 lors du congrès de la CSP-Conlutas.

Carlos Daniel Mon histoire est un peu particulière et même drôle. Je ne connaissais pas mes parents pendant la période de dictature militaire. Je ne les ai rencontrés qu'au moment de la loi d'amnistie. Mes parents étaient, d'ailleurs mon père est encore, militant du Parti communiste du Brésil. Dès mon plus jeune âge, les questions politiques m'intéressaient. Je n'avais pas encore pris conscience de mon homosexualité. J'ai commencé à militer au sein de Jeunesses socialistes qui est l'organe des jeunes du PCdoB. À cause de la pratique stalinienne mise en place, il y avait énormément de préjugés et j'en ai beaucoup souffert. On m'a dit, dans les instances du parti, que l'homosexualité était une déviation petite-bourgeoise et qu'en tant que telle nous devions la combattre. Et même sans pouvoir vivre mon homosexualité en militant, je trouvais important que les travailleurs et travailleuses prennent le pouvoir. C'est pour cela que j'ai continué à militer.

LES GOUVERNEMENTS DU PT ET LES LGBTs



LE PROGRAMME « BRÉSIL SANS HOMOPHOBIE » ET LA CONFÉRENCE NATIONALE LGBT

Ce programme a été mis en place lors du premier gouvernement Lula. Ce projet n'a jamais atteint ses buts ; mais il a permis de coopter les leaders du mouvement dans le soutien gouvernemental et de donner à l'étranger une image de politiques publiques au service des LGBTs... sans pour autant faire avancer les droits. En 2008, le gouvernement a convoqué la première Conférence nationale LGBT, censée déboucher sur la formulation de politiques publiques en faveur des LGBTs, suite aux discussions à échelle municipale et des Etats de la Fédération ; ceci, pour tous les secteurs de la vie de la population : éducation, santé, sécurité publique, logement, travail et emploi, sécurité sociale. En réalité, il en est sorti une « lettre de recommandations » dont quasiment toutes les propositions n'ont jamais été prises en compte par le gouvernement.

DILMA ROUSSEFF, LA « LETTRE AU PEUPLE DE DIEU », L'INERTIE ET LE SILENCE DU GOUVERNEMENT

Le second tour des élections de 2010 fut marqué par le recul du PT quant aux combats contre les oppressions. Face à des accusations de la droite et de la presse, Dilma Rousseff a non seulement pris position contre l'avortement mais publié une lettre intitulée « Lettre au peuple de Dieu », dans laquelle elle s'engageait



LA DESTITUTION

L'actualité politique brésilienne de ces derniers mois a été marquée par le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff. Nous publions plusieurs textes, qui se rejoignent sur bien des points, s'opposent sur quelques-uns, mais dont la globalité permet de mieux saisir la réalité brésilienne. Certains datent du printemps 2016, d'autres de l'été ; ce sont des moments différents dans le déroulé institutionnel, mais tous aident à comprendre ce qui s'est joué, ce qui se joue.



LE VICE-PRÉSIDENT REMPLACE LA PRÉSIDENTE

D

epuis huit mois, le Brésil vit au rythme des rebondissements politico-judiciaires impliquant la classe politique au pouvoir. Le dernier épisode de cette lamentable novela (feuilletons télévisés à rebondissements, très populaires au Brésil) s'est joué mercredi 31 août 2016 au Sénat par un vote scellant l'impeachment (la destitution) de Dilma Rousseff : 61 pour et 20 contre. La veille, l'ex-présidente y avait tenu un discours soulignant l'absence de légitimité des accusations sur les irrégularités fiscales. Il est indéniable que la Droite brésilienne a orchestré une campagne de déstabilisation de la présidente en place, sans lésiner sur les moyens ; campagne totalement malhonnête, mais comment pourrait-il en être autrement alors que les accusateurs et accusatrices sont corrompus jusqu'au cou ! Corruption dont Dilma Rousseff ou Lula ne sont certainement pas les champions, mais qu'ils ont laissée prospérer sous leurs présidences successives.

En affirmant avoir mené une politique favorable aux travailleurs et aux travailleurs, à la population pauvre, Dilma Rousseff ment. Un exemple, celui de l'éducation : le Brésil, c'est 14 millions d'analphabètes absolus, 29,5 millions d'analphabètes fonctionnels ; des fonds publics ont été distribués mais sous forme de chèques-éducation qui ne sont utilisables que dans les entreprises d'en-

Cet article de Nara Cladera a paru dans le journal quotidien *Le Progrès social* du 2 septembre 2016, au lendemain de la destitution de Dilma Rousseff.

BRÉSIL : APRÈS LE COUP

par Pierre Beaudet

Pierre Beaudet est professeur à l'École de développement international et de mondialisation (université d'Ottawa). Dans ce texte écrit au lendemain de la suspension de la présidente Rousseff, il revenait sur les causes de la situation ainsi créée.





a présidente Dilma Rousseff maintenant suspendue de ses fonctions, la crise politique brésilienne va probablement s'étendre sur plusieurs mois. Cette situation dramatique résulte de plusieurs facteurs.

L'ÉCONOMIE EN PANNE

Depuis 2002, le Brésil a connu une assez bonne période du point de vue économique. Le gouvernement de Lula (2002-2010) était stable. L'économie a connu une embellie, essentiellement à cause de l'augmentation des prix des matières premières dont le Brésil est un grand exportateur. Grâce à ses programmes sociaux, le gouvernement disposait également d'une importante base d'appui parmi les couches populaires. Divers grands travaux ont été entrepris. Les institutions scolaires post-secondaires ont connu un afflux d'étudiant-es. En Amérique du Sud et même dans le monde, la politique extérieure activiste faisait du Brésil un chef de file des pays du sud. C'est tout cet édifice qui a commencé à se fissurer depuis quelques années, en bonne partie dans le ressac des prix des matières premières. Choissant le chemin de l'austérité pour faire face au déclin des revenus, le gouvernement de Dilma a sabré dans plusieurs programmes sociaux pendant que les coûts de certains services (transport) et du logement explosaient. C'était difficilement acceptable pour une grande partie de la population dans un pays qui compte parmi les plus inégalitaires au monde. En 2015, il est devenu clair que le Brésil entrait dans une période de déclin prolongée.



BRÉSIL, UN GÉANT FRAGILE, GRAVEMENT MALADE

par Beatrice Whitaker

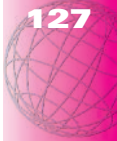
Beatrice Whitaker a participé au collectif La coupe est pleine. D'origine brésilienne, elle nous avait livré son analyse de la situation au printemps 2016.



B

résil, cet immense pays au sud de l'Amérique latine, vit une situation de profonde polarisation de la lutte de classes, marquée par les élections de 2014. Après les deux mandats de Lula et de Dilma Rousseff, candidats du Parti des travailleurs (PT), la présidente réussit à être réélue en 2014 avec une étroite victoire sur le Parti de la sociale démocratie brésilienne (PSDB), principal parti d'opposition au gouvernement. Depuis, son impopularité s'accroît toujours plus, dans un cadre ostensiblement anti-Dilma : au milieu des huées, casseroles – symbole de protestation à droite –, des meetings ou de manifestations massives, en faveur de l'impeachment, la procédure de destitution, promue par des élus de droite, des personnalités liées au grand capital, des opportunistes envisageant de continuer les systèmes de corruption, initiés depuis très longtemps... Ils commencent à construire l'idée d'un troisième tour électoral par tous les moyens.

Cependant, ce qui caractérise une telle insatisfaction est le cadre général de la société brésilienne : une profonde crise politique, et des problèmes économiques crescendo conjugués aujourd'hui à une crise institutionnelle, sociale, et environnementale, la plus importante depuis la fin de la dictature. Dilma est accusée d'avoir réalisé des irrégularités dans la gestion fiscale, de « maquiller » les comptes publics et de publier des décrets de crédit supplémentaire destinés aux dépenses du gouvernement, sans autorisation du Congrès. Cependant, ce sont des recours pratiqués par les gouvernements précédents, mais aussi par des maires et par des gouverneurs d'État, y compris par Geraldo Alkmin, le gou-



ENTRETIEN

DEUX BILANS PERSONNELS DES 14 ANS DU PT AU GOUVERNEMENT

R

éalisé par Helmut Weiss, de Labournet¹, voici l'interview de deux « pétistes ² » de la première heure à Belo Horizonte dans l'Etat de Minas Gerais : Vicente Trindade, 65 ans, ingénieur informatique et membre de la direction du Syndicat du travail de données (Sindados) et Wilson Pereira, 61 ans, journaliste dans plusieurs moyens de communication de l'Etat de Minas Gerais, syndicaliste depuis les années 80. L'interview a été effectuée en avril 2016.

Helmut Weiss *Ecoutez les gars, vous faites tous les deux parties de cette génération qui a fondé le PT et la CUT, il y a plus de trente ans, dans les années 80. Plus de trente ans desquels presque la moitié dans le gouvernement et maintenant cette crise effroyable. Ma première question serait, quel est votre avis sur les causes de cette crise ?*

Wilson Je pense que le PT a fait plein de conneries durant ces dernières années, mais je ne pense pas que ces dernières soient la cause de cette crise. Si tu essaies de regarder de plus près les mani-

¹ www.labournet.de/

² Pétistes : se dit des adhérent-es du Parti des travailleurs.

LE RETOUR DE L'EXTRÊME-DROITE AU POUVOIR

La droite¹, décomplexée et confortée par son succès aux élections municipales du 2 octobre, n'hésite plus à tailler dans toutes les avancées sociales et éducatives des treize dernières années. Au menu du musée des horreurs, une répression de plus en plus violente des manifestations, la remise en cause de tous les droits des salarié-es avec l'autorisation des journées de travail de 12 h, la suppression du 13^e mois et des vacances réglementées, la vente à perte des droits d'extraction du pétrole côtier, l'augmentation de près de 40 % des salaires des hauts fonctionnaires de justice, la suppression d'une bonne partie des plans socio-éducatifs comme celui de l'alphabétisation des adultes, la généralisation d'annonces fracassantes et absurdes comme l'augmentation de l'âge de la retraite de dix ans d'un seul coup. Une réforme de l'éducation secondaire est également en cours avec la suppression entre autres de l'Histoire et de la philosophie obligatoires. De plus en plus de décisions de justice exonèrent les crimes de viol, de massacres de populations indigènes, de violences policières, d'apologie du fascisme, et sont disproportionnées pour des affaires de « lèse-majesté » ou des petits délits sans violence. Chaque jour amène encore des nouvelles affaires de corruption des alliés du nouveau gouvernement [...] Eduardo Cunha, celui qui a été le promoteur de la destitution de Dilma Rousseff a été écarté de la vie politique pour corruption (extrait d'un article paru dans *Le progrès social* du 11 octobre 2016).

1 Ce qu'on appelle « la droite » au Brésil et dans une large partie de l'Amérique latine, est en fait l'extrême-droite...

LA BOURGEOISIE A DÉCLARÉ UNE GUERRE OUVERTE AUX TRAVAILLEURS

Plínio de Arruda Sampaio Junior, économiste à UNICAMP (université d'État de Campinas), dresse le projet économique, social et politique que tente de mettre en place le gouvernement de Michel Temer, suite à la destitution de Dilma Rousseff. Une mesure d'une ampleur sans précédent vient d'être prise : le blocage des dépenses publiques dans le secteur de la santé et de l'éducation, pour une période de vingt ans. Dans cet entretien – conduit par Gabriel Brito de la rédaction du *Correio da Cidadania* – Plínio de Arruda Sampaio Junior décrit l'exceptionnalité historique pour le Brésil d'une telle décision gouvernementale au plan constitutionnel. Il éclaire, de même, comment ont été mises en place par les gouvernements successifs de Lula et de Dilma Rousseff les préconditions favorisant une telle contre-réforme. Il termine cet entretien en replaçant les tâches de la gauche anticapitaliste dans un contexte « d'épuisement du modèle de domination institutionnalisé » datant de la sortie de la dictature. Cet entretien, paru dans *Correio da Cidadania*, le 5 novembre 2016, a été traduit et publié sur le site *A l'encontre**.



Le projet d'amendement constitutionnel PEC 241, qui fige le niveau des dépenses publiques pour les vingt prochaines années et qui va affecter principalement les domaines de la santé et de l'éducation, est le grand sujet du moment. Comment l'évaluez-vous en lignes générales?

PASJ Le PEC 241 radicalise la Loi de responsabilité fiscale (LRF) et renforce le « drainage » de ressources stipulé par le célèbre mécanisme dit de Détachement de la recette de l'Union (DRU – qui permet de détacher jusqu'à 20 % – ou même 30 % – de recettes budgétaires d'un versement automatique vers la santé et l'éducation). Il s'agit de prendre aux pauvres, qui dépendent de politiques publiques, pour donner aux riches qui ne font que s'empiétrer sur le dos de la dette publique. Les effets sociaux du PEC, qualifié par beaucoup comme le projet « de la fin du monde », seront catastrophiques.

Si cet amendement est véritablement rendu effectif, cela signifierait une contraction des dépenses primaires du gouvernement fédéral de 20 % à 12 % du PIB. C'est une horreur qui compromettrait totalement les services publics. Si ce critère avait été adopté il y a vingt ans, les dépenses dans l'éducation auraient subi une contraction d'un tiers; le Système unique de santé (SUS), selon l'Association brésilienne d'économie de la santé, aurait été rendu

LES MOUVEMENTS **SOCIAUX** DE 2013 ET 2014

De forts mouvements sociaux ont eu lieu au Brésil, en 2013 et 2014. L'Union syndicale Solidaires a pris alors l'initiative de constituer un collectif d'organisations françaises, en soutien à ceux-ci. Ce fut le collectif La coupe est pleine, en référence à la Coupe du monde football organisée en juin/juillet 2014 au Brésil.

Nous reprenons ici le bulletin du collectif, ainsi qu'un tract commun CSP-Conlutas/Solidaires, distribué à l'occasion d'un des matchs de l'équipe de France à São Paulo.

La solidarité et l'action commune ne se sont pas terminées avec la Coupe du monde ; en témoignent, parmi bien d'autres initiatives, en 2015, le soutien à un jeune militant du Bloc de lutte pour le transport public de Porto Alegre ; en 2016, une des motions adoptées lors de la réunion du Réseau Rail Sans Frontière, organisée à Sao Paulo, dans la foulée de la rencontre internationale organisée par le syndicat des Metroviarios de São Paulo.



Union
syndicale
Solidaires

CSP- Conlutas (Brésil) et l'Union syndicale Solidaires (France) sont membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (www.laboursolidarityandstruggle.org)

En France aussi, les travailleurs et les travailleuses manifestent et font grève !

Chez Fralib, près de Marseille, les salarié-es ont fait plier la multinationale Unilever

Les patrons ont fermé le site de Géménos en France. Les salarié-es ont décidé de reprendre la production eux-mêmes. Ils et elles ont mené une lutte difficile : occupation des locaux, annulation de trois plans de licenciement, campagne de boycott des produits Unilever. Après 1336 jours, ils et elles ont gagné et reprennent maintenant la production dont une partie avec des produits locaux. Unilever a cédé sur le montant des indemnités et la reprise des machines.

Défendre les droits des chômeurs-ses, c'est défendre les droits de tous et toutes !

La renégociation de la convention d'assurance chômage a été l'objet, une fois de plus, d'un chantage sur le dos des personnes les plus concernées, sans que les organisations de chômeurs et de chômeuses puissent s'exprimer. Les patrons licencient, organisent précarité et sous-traitance et exigent que les chômeurs et chômeuses soient indemnisés dans de plus mauvaises conditions. Malheureusement, ils ont trouvé des « syndicats » (CFDT, CFTC, FO) pour accepter cela ! L'Union syndicale Solidaires soutient pleinement la lutte que mènent depuis des semaines, les chômeurs-ses, les intérimaires et notamment les intermittents du spectacle.

Grève reconductible des cheminot-es

Durant près de 2 semaines, les cheminot-es étaient en grève reconductible. Les salarié-es de la SNCF combattent les restructurations de l'entreprise publique, la poursuite de la privatisation du secteur et l'abrogation de leur règlementation du travail. Chaque jour et dans chaque site ferroviaire, les assemblées générales de grévistes se réunissaient pour décider de la suite du mouvement. Placés sous la responsabilité directe des grévistes, cette lutte était coordonnée nationalement par les fédérations syndicales de cheminot-es CGT et SUD-Rail.

Quelques jours avant de démarrer la grève dans les chemins de fer en France, la **fédération SUD-Rail adressait des messages de soutien aux grévistes du métro de Sao-Paulo et faisait connaître leur lutte en France**, ainsi que la répression exercée à leur égard. La solidarité internationale renforce les luttes dans chacun de nos pays !

Le malaise social s'exprime par la lutte

De nombreux salarié-es font face à des décisions qui mettent en cause leur emploi, leurs moyens de vivre dignement aujourd'hui, ou demain : à Bouygues, à Alstom, à la Seita... Le projet de loi sur la métropolisation organise la mort d'une partie du territoire. Partout, les services publics sont attaqués et des grèves touchent les hôpitaux, La Poste, des Collectivités territoriales, tandis que les actions contre les nouveaux « rythmes scolaires » se poursuivent dans l'Éducation nationale.

Les capitalistes nous coûtent cher

Pourquoi devrait-on laisser une petite minorité s'enrichir en profitant du travail et de la misère du plus grand nombre ? Ca suffit ! Puisque personne ne travaille à notre place que personne ne décide à notre place ! L'affrontement avec le patronat et les institutions qui le soutiennent est inhérent à notre syndicalisme. Nos intérêts sont opposés, il ne peut être question de « collaborer », ni d'être « des partenaires ». Notre boussole demeure l'intérêt des salarié-es ; notre pratique vise à leur donner les moyens de décider et mener leurs luttes en toute autonomie.

BRÉSIL

SOLIDARITÉ AVEC CELLES ET CEUX QUI LUTTENT

- ★ La Coupe et les institutions sportives
- ★ Les luttes des sans-terre et des sans-toit
- ★ La prostitution et la Coupe du monde
- ★ Les grèves et les luttes syndicales

Organisations signataires : AITEC/IPAM, Alternative Libertaire, ATTAC, CNT, CNT-SO, Droit Au Logement, Emancipation, Ensemble, France Amérique Latine, L'insurgé, NPA, No-Vox, Sortir du colonialisme, Union syndicale Solidaires.

DES EXPÉRIENCES AUTOGESTIONNAIRES

Les expériences autogestionnaires font partie du paysage brésilien ; contrairement à ce que pourrait laisser penser quelques littératures un peu excessives, elles ne sont pas la règle ; mais elles existent, n'en déplaise à toutes celles et tous ceux pour qui l'autonomie des travailleurs et des travailleuses n'est que chimère. Grâce notamment à l'association Autogestion, ces éléments sont connus et peuvent être débattus. Une occasion de rappeler les buts de cette association, avec laquelle l'Union syndicale Solidaires travaille régulièrement (rencontres européennes en 2014 chez les Fralib à Gemenos et en 2016 chez Viome à Thessalonique, rencontre internationale de Caracas en 2015, séminaire « appropriation sociale », etc.). Les organisations syndicales membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et présentes à la seconde rencontre du Réseau à Campinas, ont échangé sur l'autogestion, le contrôle ouvrier. Les textes travaillés sont disponibles sur le site <http://laboursolidarity.org/>

LES ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES PAR LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES

par richard Neuville

Pour l'encyclopédie internationale de l'autogestion¹, Richard Neuville a rédigé cette recension d'un livre qui traite de la « récupération » des entreprises par les travailleuses et les travailleurs au Brésil. Des données particulièrement intéressantes et peu connues.



FLASKÔ, DIX ANS D'OCCUPATION DE L'USINE

par Vanessa Moreira Sígolo

Voilà dix ans que l'usine Flaskô au Brésil est occupée par ses travailleurs et des travailleuses dans une perspective de revendication de nationalisation sous contrôle ouvrier. Emblématique d'un mouvement vivant autant que diversifié de récupérations d'entreprises par les travailleurs, cette occupation relance le débat sur le rôle émancipateur des coopératives et/ou de l'État. Nous publions ci-après le manifeste des travailleurs et des travailleuses de Flaskô sur cette expérience¹.





es premières occupations et récupérations d'entreprises par les travailleurs au Brésil remontent aux années 1980, début de la démocratisation du pays après plusieurs années de dictature militaire². C'était aussi une période de grave crise économique qui s'intensifiera dans les années 1990 par l'intégration du pays dans la mondialisation et la mise en œuvre de politiques néolibérales. Face à l'augmentation des faillites d'entreprises et du chômage, occuper et récupérer les usines en faillite dans lesquelles ils travaillaient constituait une forme pratique de résistance utilisée par un nombre important de travailleurs.

Ce phénomène est apparu dans différentes régions du pays, avec quelques centaines de luttes. Ces expériences ont principalement émergé dans des espaces urbains, avec occupation et récupération d'industries métallurgiques, chimiques et textiles, mais aussi à la campagne, dans le secteur agroalimentaire par exemple. Dans la recherche que nous avons menée dans les années 2011 et 2012, avec la participation de chercheurs de dix universités brésiliennes, nous avons identifié 145 entreprises qui ont été récupérées et rendues à la production par l'autogestion ouvrière au cours des dernières décennies au Brésil. Seules 67 de ces récupérations restent actives à ce jour représentant 12 000 travailleurs (Chedid et al, 2013).

Du fait de ces expériences, un débat politique a émergé relatif à l'autogestion ouvrière et aux processus d'organisation politique des travailleurs des entreprises occupées et récupérées dans le pays. Il a donné lieu à des prises de position parfois approximatives, qui résultent des différentes perspectives théoriques et

1 Article et manifeste publiés sur le site de l'association pour l'autogestion : www.autogestion.asso.fr/?p=4090

2 1964-1985



ENTRETIEN AVEC VANESSA MOREIRA SIGOLO

V

anessa Moreira Sigolo est sociologue et, depuis le début de ces études universitaires en sciences sociales et relations internationales en 2002, elle travaille dans l'éducation populaire et milite pour l'autogestion, la récupération des entreprises par les travailleurs et avec les mouvements sociaux de l'économie solidaire au Brésil. Elle intervient sur des projets d'extension universitaire au sein de l'université de São Paulo (USP), sur un programme d'Incubation technologique de coopératives populaires (ITCP USP), en collaboration avec l'Association nationale des travailleurs d'entreprises autogérées (ANTEAG) et au sein du Département d'économie solidaire (NESOL USP). En 2011 et 2012, elle a participé, avec une équipe de chercheurs de dix universités brésiliennes, à la première enquête nationale sur les entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil qui a été publiée en 2013¹. Actuellement, elle prépare un doctorat en sociologie dans cette université et effectue un stage de doctorante à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), à Paris².

1 Voir Flavio Chedid, « Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil » Editora Multifoco, Rio de Janeiro, 2013, 269 p.

2 Propos recueillis, traduits et annotés par Richard Neuville. Entretien réalisé pour la revue Contretemps n° 22 - Été 2014 - p. 104-108.



LE SPORT CLUB CORINTHIANS PAULISTA



Le numéro 2 des Cahiers de réflexion *Les utopiques*¹, paru en décembre 2015, contenait un dossier intitulé « un autre football est possible » ; on y trouve cet extrait consacré à l'équipe des Corinthians de Sao Paulo.

[...] En 1981, le Brésil vit depuis 1964 sous la coupe d'une dictature militaire qui appauvrit la population, perpétue des exactions contre les opposants par le biais d'emprisonnements, de la torture et de l'assassinat politique. Le football reste le sport le plus populaire depuis les exploits de l'équipe de Pelé, surnommé le « Roi ». L'une de ces équipes de São Paulo, le Sport Club Corinthians Paulista, voit l'arrivée à sa tête d'un sociologue ; ancien leader étudiant des années soixante-dix, Aldison Monteiro Alves. Avec le soutien de l'équipe et des supporters, il supprime les primes des joueurs, partage les recettes du stade, le Pacaembu, ainsi que les droits de télévision. Les joueurs phares de cette équipe sont Sócrates, dit le « Doctor », diplômé de médecine, un homme cultivé et politisé, Wladimir et Casagrande, tous les deux membres du Partido dos Trabalhadores, alors jeune parti d'opposition marxiste (actuellement au pouvoir²...) qui réunit

1 www.editions-lesutopiques.org Abonnement : 20 euros pour 4 numéros.

2 L'article date de décembre 2015 comme indiqué

